



JEUDI 21 SEPTEMBRE :

CONTRE LA LOI TRAVAIL XXL, ON CONTINUE !

TOUTES ET TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION !

Plus de 16 000 manifestant-es à Toulouse mardi dernier. Près de 500 000 dans toute la France. C'est une première mobilisation qui a montré l'ampleur de la contestation face aux projets du président et de son gouvernement. L'AG éducation qui s'est tenue le matin du 12 septembre a réuni plus de 80 collègues des 1^{er} et second degré. Cette AG a permis d'exprimer les difficultés rencontrées à l'occasion de la rentrée scolaire et les craintes qui pèsent sur nos conditions de travail et celles de nos élèves si les annonces de notre Ministre devaient aboutir...

C'est pourquoi les organisations syndicales Snes Fsu, Snuipp Fsu, Sud Education et Cgt Educ'action, ont décidé d'appeler à la poursuite de la mobilisation par la grève et la manifestation le jeudi 21 septembre.

Elles appellent les personnels à se réunir et à débattre dans les écoles, collèges et lycées de la situation et à se mobiliser.

RETROUVONS NOUS NOMBREUSES-EUX - TOUTES ET TOUS EN GREVE ET DANS LA RUE

JEUDI 21 SEPTEMBRE 11 HEURES PLACE ARNAUD BERNARD A TOULOUSE

AG EDUCATION A 15 HEURES A LA BOURSE DU TRAVAIL – PLACE ST SERVIN

Sous prétexte de moderniser et renforcer la compétitivité, le gouvernement Macron-Philippe veut définitivement inverser la hiérarchie des normes, élargir le champ des « négociations » au sein des entreprises, pour faire disparaître toutes les protections individuelles et collectives actuelles, précariser toujours plus avec la généralisation des contrats de chantier, réduire les capacités des Prud'hommes en cas de licenciements abusifs, instaurer les référendum d'initiative patronale fusionner les instances et diluer la représentation des salariés, contourner les organisations syndicales.

C'EST LA FIN DES GARANTIES POUR LES SALARIEE-ES, L'ORGANISATION DE LEUR MISE EN CONCURRENCE, LE DEVELOPPEMENT DU DUMPING SOCIAL AVEC EXPLOSION DE LA FLEXIBILITE ET DE LA PRECARITE.

La Fonction publique ne sera pas préservée d'une telle dérèglementation. Le statut de fonctionnaire sera la prochaine cible avec notamment :

- Le retour du gel de la valeur du point en 2017 et 2018 et mise à mal de son unicité notamment avec une valeur distincte du point d'indice par Fonction Publique ;
- 120 000 suppressions d'emplois dans la Fonction Publique dont 70 000 dans la Fonction Publique Territoriale ;
- La restauration du jour de carence au 1^{er} janvier 2018 alors que les 2/3 des salarié-e-s du privé en sont exempté-e-s ;
- Les amputations drastiques de crédits socialement et économiquement utiles ;
- La promotion de la délégitimation de service public et remise en cause de missions publiques ; menaces sur les 35 heures...

Parce que nous sommes toutes et tous concerné-es, mobilisons-nous pour :

- Le renforcement du statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers.
- La défense de la revalorisation unique et uniforme de la valeur du point d'indice.
- L'ouverture de négociations sur l'amélioration véritable des carrières avec des grilles indiciaires attractives,
- Le non-rétablissement du jour de carence,
- Les créations d'emplois statutaires dans les nombreux secteurs qui en ont besoin et arrêt des suppressions de postes.
- Des mesures fortes pour promouvoir l'égalité professionnelle.

Dans l'éducation : en cette rentrée scolaire, les risques sont grands de voir s'accroître plus encore les dégradations des conditions de travail des élèves et des personnels et plus largement la casse du service public de l'éducation nationale... Aussi nous exigeons :

- La relance ambitieuse de l'Education en général et de l'éducation prioritaire en particulier,
- La non suppression des 23000 emplois aidés programmés et leur transformation en emplois statutaires
- L'arrêt du recours à la précarité (enseignant-es, EVS, AESH...), sa résorption et le recrutement sur postes statutaires.

Austérité, dérèglementation du travail, précarité, inégalités...

Quand la *modernité* recycle de vieilles recettes libérales...

ENSEMBLE, MOBILISONS-NOUS.

Jeudi 21 septembre 2017

Toutes et tous en grève Contre la loi Travail, pour la défense des droits des salarié-es, contre l'austérité et pour l'obtention de droits nouveaux.

TOULOUSE : 11H – PLACE ARNAUD BERNARD - AG EDUCATION : 15H – BOURSE DU TRAVAIL